

## PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

### SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

#### AXA BANK EUROPE SCF

Société Anonyme au capital de 111 095 200 €  
Siège social : 203/205, rue Carnot, Fontenay-sous-Bois – 94138 Cedex France  
525 010 880 R.C.S. Créteil

#### Documents comptables annuels approuvés par l'AG ordinaire du 25 avril 2017

#### I. – Bilan (En milliers d'euros.)

Actif	31/12/2016	31/12/2015
Caisse, Banques Centrales	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	-	-
Créances sur les établissements de crédit	119 350	145 922
A vue	109 350	145 922
A terme	9 999	-
Créances sur la clientèle	-	-
Créances commerciales	-	-
Autres concours à la clientèle	-	-
Comptes ordinaires débiteurs	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	4 673 192	4 673 188
Actions et autres titres à revenu variable	-	-
Prêts Subordonnés	-	-
Participations et autres titres détenus à long terme	-	8
Parts dans les entreprises liées	-	-
Crédit-bail et location avec option d'achat	-	-
Location simple	-	-
Immobilisations incorporelles	15	8
Immobilisations corporelles	-	-
Capital souscrit non versé	-	-
Actions propres	-	-
Comptes de négociation et de règlement	-	-
Autres actifs	223	140
Comptes de régularisation	35 224	40 390
Total de l'actif	4 828 003	4 859 656

Passif	31/12/2016	31/12/2015
Banques Centrales, CCP	-	-
Dettes envers les établissements de crédit	429 491	671 811
A vue	-	-
A terme	429 491	671 811
Comptes créditeurs de la clientèle	-	-
Dettes représentées par un titre	4 175 297	3 937 134
Obligations	4 175 297	3 937 134
Autres dettes	-	-
Autres passifs	93 110	131 155
Comptes de régularisation	3 336	4 522
Comptes de négociation et de règlement	-	-
Provisions pour risques et charges	-	-

Dettes subordonnées	-	-
Fonds pour risques bancaires généraux	-	-
Capitaux propres	-	-
Capital souscrit	111 095	111 095
Primes d'émission, de fusion	-	-
Réserves	742	578
Report à nouveau (+/-)	86	74
Résultat de l'exercice (+/-)	14 844	3 287
Résultat en instance d'affectation (+/-)	-	-
Total du passif	4 828 003	4 859 656

**Hors-bilan**

<b>Engagements donnés (En milliers d'euros.)</b>	<b>31/12/2016</b>	<b>31/12/2015</b>
Engagements de financement		
Engagements en faveur d'établissement de crédit	-	-
Engagements en faveur de la clientèle	-	-
Engagements de Garantie		
Cautions, avals et autres garanties	-	-
Garanties d'ordre de la clientèle	-	-
Engagements sur titres		
Titres à recevoir	-	-

<b>Engagements reçus (En milliers d'euros.)</b>	<b>31/12/2016</b>	<b>31/12/2015</b>
Engagements de financement		
Engagements reçus d'établissement de crédit	728 077	715 968
Engagements reçus de la clientèle	-	-
Engagements de Garantie		
Cautions, avals et autres garanties	500 112	524 422
Garanties reçues de la clientèle	-	-
Engagements sur titres		
Titres à livrer	-	-

<b>Engagements sur instruments financiers à terme (En milliers d'euros.)</b>	<b>31/12/2016</b>	<b>31/12/2015</b>
Engagements sur instruments financiers à terme		
Opérations sur instruments de taux d'intérêt	3 000 000	2 750 000
Opérations sur instruments de cours de change	-	-
Opérations sur autres instruments	-	-
Autres engagements		
Engagements donnés	-	-
Engagements reçus	-	-
Engagements douteux		

**II. – Compte de résultat**  
(En milliers d'euros.)

	<b>31/12/2016</b>	<b>31/12/2015</b>
Intérêts et produits assimilés	127 955	139 473
Intérêts et charges assimilées	-97 485	-131 253
Revenus des titres à revenu variable	-	-
Commissions (produits)	-	-
Commissions (charges)	-4 375	-
Gains ou Pertes sur Opérations des portefeuilles de négociation	-	-
Gains ou Pertes sur Opérations des portefeuilles de placement et assimilées	-	-

Autres produits d'exploitation Bancaire	16	-
Autres charges d'exploitation bancaire	-827	-655
Produit net bancaire	25 284	7 565
Charges générales d'exploitation	-2 876	-2 068
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisation corporelles et incorporelles	-5	-51
Résultat brut d'exploitation	22 403	5 446
Coût du Risque	-	-
Résultat d'exploitation	22 403	5 446
Gains ou Pertes sur actifs immobilisés	-	-
Résultat courant avant d'impôt	22 403	5 446
Résultat exceptionnel	-	-
Impôt sur les bénéfices	-7 559	-2 159
Dotations/Reprises de FRBG et Provisions réglementés		
Résultat net	14 844	3 287

### III. – Annexe

#### Note 1. – Faits marquants, principes et méthodes comptables

Les sociétés de crédit foncier sont des établissements de crédit, agréés en qualité de société financière par le comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement.

Les comptes individuels d'AXA Bank Europe SCF (« ABE SCF ») sont présentés conformément aux dispositions du règlement de l'Autorité des normes Comptables (ANC) n° 2014-07 du 26 novembre 2014, relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

La société a pour objet exclusif, tant en France qu'à l'étranger, l'exercice des activités et opérations définies ci-après :

- Opérations de crédit et opérations assimilées dans les conditions prévues par la réglementation sur les sociétés de crédit foncier et dans la limite de l'agrément de la Société ;
- Opérations de financement dans les conditions prévues par la réglementation sur les sociétés de crédit foncier au moyen de l'émission d'obligations foncières ou de tout autre emprunt ;
- Et toute activité connexe expressément autorisée par les textes sur les sociétés de crédit foncier, pour les besoins de la réalisation de son objet social exclusif.

#### Faits marquants

En 2016, AXA Bank Europe SCF a augmenté le montant de ses émissions d'obligations foncières pour un total de 250 M€ et a diminué ces emprunts à terme auprès d'AXA Bank Europe pour 240,8 M€.

Elle reçut des Titres en pension livrés de la part d'AXA Bank Europe pour 10 M€.

Le Conseil d'Administration du 13 décembre 2016 a décidé d'augmenter dans un premier temps le programme EMTN de 5 milliards à 9 milliards d'euros. Le programme sera étendu par la suite en fonction de l'évolution des besoins.

#### Eléments de l'actif

##### Titres d'investissement

Les titres dits à revenu fixe (notamment les obligations, les titres du marché interbancaire, les bons du Trésor et autres titres de créances négociables) sont comptabilisés en « Titres d'investissement » lorsqu'il existe l'intention de les conserver durablement, jusqu'à leur échéance. Les obligations entrant dans cette catégorie font l'objet d'un financement adossé ou d'une couverture en taux d'intérêt sur leur durée de vie résiduelle.

L'écart éventuel entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement des titres d'investissement fait l'objet d'un amortissement selon la méthode actuarielle, sur la durée de vie résiduelle des titres, au compte de résultat. Au bilan, la valeur comptable des titres est ainsi progressivement ajustée à la valeur de remboursement.

Les obligations et les autres titres dits à revenu fixe sont enregistrés à leur date d'acquisition pour leur prix d'acquisition, (frais exclus ou inclus sur option, possibilité d'amortissement suivant la méthode TIE : taux d'intérêt effectif) et intérêts courus exclus.

Les intérêts afférents à ces titres sont comptabilisés au compte de résultat sous la rubrique « Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe ».

Une provision est constituée lorsque la dégradation de la qualité de la signature des émetteurs est susceptible de compromettre le remboursement des titres à leur échéance.

Ils peuvent faire l'objet d'une dépréciation s'il existe une forte probabilité que l'établissement ne conserve pas les titres jusqu'à l'échéance en raison de circonstances nouvelles, ou s'il existe des risques de défaillance de l'émetteur des titres. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres RMBS sont issus du véhicule de titrisation d'AXA Banque Europe, Royal Street SA, une société d'investissement en créances institutionnelles de droit belge de certains crédits hypothécaires belges d'ABE.

#### Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles font l'objet d'un amortissement, selon le mode linéaire, d'une durée de 5 ans pour les frais d'établissement et d'une durée de 1 an pour les logiciels et licences.

#### Comptes de régularisation

Les primes d'émission, les primes de remboursement des obligations foncières ont un caractère de complément de rémunération et sont amorties selon la méthode du TIE sur la durée de vie des titres concernés. Les frais liés à l'émission sont amortis suivant la même méthode. Remarque : si la prime d'émission est supérieure à 10 % du montant de l'émission, fiscalement c'est un amortissement actuariel qui est requis et comptablement il est admis de pouvoir amortir la prime suivant le même principe.

Le net des produits à recevoir et des charges à payer sur swap est aussi comptabilisé en comptes de régularisation.

#### Eléments du passif

##### Dettes envers les établissements de crédit

Les dettes envers les établissements de crédit sont présentées selon leur durée initiale ou leur nature : dettes à vue ou à terme.

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrées au bilan parmi les dettes rattachées.

##### Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre sont présentées selon la nature de leur support. Pour financer son activité AXA Bank Europe SCF a émis des obligations foncières. Les obligations foncières émises ont fait l'objet d'une notation par deux agences de notation (Moody's et Fitch).

Les émissions sont enregistrées pour leur valeur nominale.

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés au bilan parmi les dettes rattachées.

#### Instruments financiers à terme de taux

ABE SCF constate à l'actif de son bilan des RMBS sur lesquelles elle perçoit un taux variable de type Euribor 3 mois + marge. Au passif, ABE SCF émet des obligations foncières, « covered bonds » qui :

- servent un taux fixe, elles sont alors couvertes par un swap de taux d'intérêt dans lequel ABE SCF reçoit du taux fixe et verse un taux variable de type Euribor 3 mois plus une marge fixe. Le notionnel du contrat de swap pour une série d'obligations foncières déterminée sera égal au notionnel de cette série d'obligations foncières jusqu'à leur maturité. Comptablement, ces swaps de taux sont des Dérivés de couverture.
- servent un taux variable de type Euribor 3 mois plus une marge fixe.

#### Impôts sur les sociétés

En France, le taux normal de l'impôt sur les bénéfices est de 33 1/3 %, les plus-values à long terme (hors plus-values sur les sociétés à prépondérance immobilière) sont exonérées depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007, sous réserve de l'application d'une quote-part de frais et charges. Les plus et moins-values réalisées sur les titres en portefeuille sont soumises au régime d'imposition de droit commun, soit 33 1/3 %, excepté celles réalisées sur les titres de participation qui bénéficient du régime des plus-values à long terme.

Une contribution de 3,3 % a été instituée sur les résultats des exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2000. AXA Bank Europe SCF a tenu compte de ces contributions pour déterminer l'impôt courant dû au titre de chacune de ces périodes.

Les lois de finances rectificative de 2011 et 2013 ont institué une contribution exceptionnelle de 5 % sur l'impôt dû au titre de 2011 et 2012 et de 10,7 % sur ceux clos entre le 31 décembre 2013 et 31 décembre 2015. Cette contribution est applicable aux sociétés ayant un chiffre d'affaires supérieur à 250 M€, AXA Banque Europe SCF n'est donc pas concernée.

L'impôt sur les bénéfices constitue une charge de la période à laquelle se rapportent les produits et les charges, quelle que soit la date de son paiement effectif.

#### Engagements sociaux

AXA Bank Europe SCF n'est pas dotée de moyens humains propres. Dans le cadre d'une convention d'externalisation et de fourniture de services ainsi que dans le cadre d'une convention de gestion, AXA Bank Europe SCF s'appuie, sur le personnel de son actionnaire de référence AXA Bank Europe et sur le personnel d'AXA Banque.

Note 2. – Effets publics et assimilées : Néant

Note 3. – Caisses, banques centrales : Néant

Note 4. – Créances sur les établissements de crédit

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
A vue	109 350	145 922
Comptes ordinaires Débiteurs	109 350	145 922
Créances rattachées	-	-
A terme	9 999	-
Prêts JJ	-	-
Comptes et prêts	-	-
Titres reçus en pension livrée	10 000	-
Dettes rattachées sur titres reçus	- 1	-
Créances rattachées	-	-
Total	119 350	145 922

Note 5. – Créances sur la clientèle : Néant

Note 6. – Obligations et autres titres à revenu fixe

#### Note 6.1. – Portefeuille titres

(En milliers d'euros.)	Titres de transaction	Titres de placement	Titres d'investissement	Titres de participation et activité de portefeuille	31/12/2016	31/12/2015
Obligations et autres titres à revenu fixe (1)			4 662 500		4 662 500	4 662 500
Actions et autres titres à revenu variable						
Participations et activité de portefeuille						
Créances rattachées			10 692		10 692	10 688
Total portefeuille titres			4 673 192		4 673 192	4 673 188

#### Note 6.2. – Ventilation des titres

(En milliers d'euros.)	Cotés Valeur brute	Non cotés Valeur brute	Valeur brute comptable	Dépréciations	Valeur nette comptable	Prix de remboursement
Titres de placement						
OPCVM de capitalisation	-		-		-	
OPCVM de distribution	-		-		-	

Titres de créances négociables	-	-	-	-
Autres titres	-	-	-	-
Créances rattachées	-	-	-	-
Titres d'investissement	4 673 192	4 673 192	4 673 192	4 673 192
Obligations	4 662 500	4 662 500	4 662 500	4 662 500
Créances rattachées	10 692	10 692	10 692	10 692
Participations et activité de portefeuille	-	-	-	-
Titres de participation	-	-	-	-
Créances rattachées	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>4 673 192</b>	<b>4 673 192</b>	<b>4 673 192</b>	<b>4 673 192</b>

(En milliers d'euros.)	Valeur de marché	+/- Value	Emis en France Valeur nette	Emis à l'étranger Valeur nette	Emis par des organismes publics	Emis par d'autres émetteurs
Titres de placement						
OPCVM de capitalisation						
OPCVM de distribution						
Titres de créances négociables						
Autres titres						
Créances rattachées						
Titres d'investissement	4 662 691	- 10 501	450 501	4 222 691		4 673 192
Obligations	4 651 999	- 10 501	450 000	4 212 500		4 662 500
Créances rattachées	10 692		501	10 191		10 692
Participations et activité de portefeuille						
Titres de participation						
Créances rattachées						
<b>Total</b>	<b>4 662 691</b>	<b>-10 501</b>	<b>450 501</b>	<b>4 222 691</b>		<b>4 673 192</b>

**Note 6.3. – Obligations et autres titres à revenu fixe ventilés par échéance (valeur nette comptable)**

(En milliers d'euros.)	Échéance < 3 mois	Échéance de 3 mois à 1 an	Échéance de 1 à 5 ans	Échéance de plus de 5 ans	Créances et dettes rattachées	31/12/2016	31/12/2015
Titres de placement							
Autres titres							
Titres d'investissement			450 000	4 212 500	10 692	4 673 192	4 673 188
Obligations	0	0	450 000	4 212 500	10 692	4 673 192	4 673 188

**Note 7. – Opérations avec les parties liées**

**Note 7.1. – Prêts subordonnés : Néant**

**Note 7.2. – Parts dans les entreprises liées : Néant**

**Note 7.3. – Opérations avec les entreprises liées**

(En milliers d'euros.)	Opérations avec les entreprises liées	Autres opérations	31/12/2016
Créances*			
Effets publics et valeurs assimilées			
Créances sur l'établissement de crédit	119 338	13	119 350
A vue	109 338	13	109 350
A terme	10 000	0	10 000
Créances sur la clientèle	0	0	0
Obligations et autres titres de crédits	0	4 212 500	4 212 500
Billet à ordre	450 000	0	450 000
<b>Total des emplois</b>	<b>569 338</b>	<b>4 212 513</b>	<b>4 781 850</b>
Dettes*			
Dettes sur l'établissement de crédit	427 946		427 946
A vue			
A terme	427 946		427 946
Dettes sur la clientèle			

Dettes représentées par un titre	1 150 000	3 000 000	4 150 000
Autres Passifs	726	92 384	93 110
Total des ressources	1 578 673	3 092 384	4 671 057
* (hors créances et dettes rattachées)			

(En milliers d'euros.)	Opérations avec les entreprises liées	Autres opérations	31/12/2016
Hors bilan - engagement donnés			
Engagement de financement			
En faveur d'établissements de crédit			
En faveur de la clientèle			
Engagement de garantie			
En faveur d'établissements de crédit			
En faveur de la clientèle			
Engagement sur titres			
Total des engagements donnés			
Hors bilan - engagement reçus			
Engagement de financement	728 077		728 077
Reçus d'établissements de crédit	728 077		728 077
Reçus de la clientèle			
Engagement de garantie	500 112		500 112
Reçus d'établissements de crédit	500 112		500 112
Reçus de la clientèle			
Engagement sur titres			
Total des engagements reçus	1 228 188		1 228 188
Hors bilan - sur instruments financiers à terme			
Opérations fermes de couverture gérés en macro-couverture	2 250 000	750 000	3 000 000
Total engagements sur instruments financiers à terme	2 250 000	750 000	3 000 000

Axa Bank Europe SCF n'a conclu aucune transaction significative avec des parties liées à des conditions anormales de marché pour l'exercice clôturant au 31 décembre 2016.

**Note 7.4. – Participations et autres titres détenus à long terme**

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Participations et autres titres	0	8
Autres immobilisations financières	0	8
Total	0	8

**Note 8. – Immobilisations**

(En milliers d'euros.)	Valeur brute au 31/12/2015	Acquisitions	Cessions et mises au rebut	Transfert	Valeur brute au 31/12/2016	Amortissements et dépréciations	Valeur nette 31/12/2016
Immobilisations incorporelles	353	12			365	350	15
Total de l'actif immobilisé	353	12			365	350	15

**Note 9. – Comptes de négociation, autres actifs et comptes de régularisation**

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Comptes de négociation		
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres ouverts chez les établissements de crédit		
Comptes des règlements relatifs aux opérations sur titres ouvert chez les sociétés de Bourse		
Autres actifs	223	140
Dépôt de garantie versés pour le compte propre	223	140
Autres débiteurs divers		
Créances rattachées		
Comptes de régularisation actif	35 224	40 390

Comptes d'ajustement sur instruments financiers à terme		
Comptes d'ajustement hors bilan sur titres de transaction		
Pertes à étaler		
Charges constatées d'avance	96	85
Charges à répartir	12 037	7 740
Autres Produits à recevoir	39	0
Produits à recevoir sur swap	23 052	32 565
Comptes de régularisation divers	0	0
Total général	35 446	40 530

Note 10. – Banques centrales, Dettes envers les établissements de crédit, Comptes créditeurs de la clientèle

*Note 10.1. – Banques centrales : Néant*

*Note 10.2. – Dettes envers les établissements de crédit*

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
A vue		
Comptes ordinaires Créditeurs		
Dettes rattachées		
Emprunts JJ		
A terme	429 491	671 811
Comptes et emprunts	427 946	668 763
Dettes rattachées	1 545	3 048
Autres sommes dues		
Total	429 491	671 811

*Note 10.3. – Comptes créditeurs à la clientèle : Néant*

Note 11. – Dettes

*Note 11.1. – Dettes représentées par un titre*

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Obligations foncières	4 175 297	3 937 134
Obligations	4 150 000	3 900 000
Dettes rattachées	25 297	37 134
Autres dettes		
Opérations sur titres		
Total	4 175 297	3 937 134

*Note 11.2. – Durée résiduelle des dettes*

(En milliers d'euros.)	< à 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	+ 5 ans	2016	2015
Emprunts Obligataires*						
Cover bonds	0	1 000 000	1 650 000	1 500 000	4 150 000	3 900 000
Emprunts à terme *	0	0	239 341	188 605	427 946	668 763
Autres dettes représentées par un titre						
Opérations sur titres						
Total	0	1 000 000	1 889 341	1 688 605	4 577 946	4 568 763

Note 12. – Comptes de négociations, autres passifs et comptes de régularisation

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Comptes de négociation		
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres ouverts chez les établissements de crédit		
Comptes des règlements relatifs aux opérations sur titres ouvert chez les sociétés de Bourse		
Autres passifs	93 110	131 155
Primes sur instruments conditionnels vendus		
Dettes sur titres de transaction empruntés		
Dettes rattachées sur les intérêts de prêts et emprunts		
Fournisseurs	726	73

Dettes sociales & fiscales	423	
Impôts sur les sociétés	5 390	
Autres dépôts de garantie reçus	86 572	131 083
Autres créditeurs	0	
Comptes de régularisation passif	3 336	4 522
Comptes d'ajustement sur instruments financiers à terme		
Comptes d'ajustement sur autres éléments de hors bilan		
Gains à étaler		
Produits constatés d'avance		
Charges à payer	3 152	3 554
Charges à payer dettes fiscales	184	967
Charges à payer swap		
Autres compte de régularisation		
Total général	96 447	135 677

Note 13. – Provisions : Néant  
Note 14. – Dettes subordonnées : Néant  
Note 15. – Capitaux propres

**Note 15.1. – Capitaux propres**

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Capital social	111 095	111 095
Prime d'émission		
Réserve légale	742	578
Autres réserves		
Report à nouveau	86	74
Résultat de l'exercice	14 844	3 287
Résultat en instance d'affectation		
Total	126 768	115 034

**Note 15.2. – Décomposition du capital social**

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Capital social	111 095	111 095
Nombres d'actions		
Totalement libérées	11 109 520	11 109 520
Non libérées		
Valeur nominale de l'action en euros	10	10

**Note 15.3. – Variations des capitaux propres**

(En milliers d'euros.)	Capital social	Primes	Réserve légale	Autres réserves	Report à nouveau	Résultat	Total
A l'ouverture	111 095		578		74	3 287	115 034
Dividendes versés au cours de l'exercice						- 3 111	- 3 111
Augmentation de capital							
Affectation du résultat de l'exercice antérieur			164		86	- 176	74
Autres mouvements					- 74		- 74
Résultat de l'exercice						14 844	14 844
A la clôture	111 095		742		86	14 844	126 768

**Note 16. – Instruments financiers à terme**

(En milliers d'euros.)	Etablissements de crédit OCDE			Clientèle non financière			Montant notionnel gré à gré selon durée résiduelle		
	Montant notionnel gré à gré	Juste valeur	Créances rattachées	Montant notionnel gré à gré	Juste valeur	Créances rattachées			
	31/12/2016			31/12/2016			< à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Swaps taux d'intérêt macro couverture	3 000 000	112 735	23 052				1 000 000	1 250 000	750 000
Total opérations fermes	3 000 000	112 735	23 052				1 000 000	1 250 000	750 000

**Note 17. – Intérêts et produits assimilés**



(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Opérations avec les établissements de crédit	65 294	76 151
Comptes ordinaires débiteurs	0	0
Produits divers d'intérêts	65 294	76 151
Obligations et autres titres à revenu fixe	62 661	63 322
Titres d'investissement	62 661	63 322
Total	127 955	139 473

Note 18. – Revenus des titres à revenu variable : Néant

Note 19. – Intérêts et charges assimilés

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Opérations avec les établissements de crédit	24 941	41 132
Comptes ordinaires créditeurs	0	0
Comptes et emprunts à terme	11 963	18 322
Charges divers d'intérêts	12 946	22 810
Charges sur titres reçus en pension livrée	31	
Emprunts subordonnés à terme	0	
Commission	0	
Obligations et autres titres à revenu fixe	72 491	85 580
Charges sur dettes constituées par des titres	72 491	85 570
Commissions	0	10
Autres intérêts et charges assimilées	54	4 542
Charges sur engagements de financement	0	4 542
Charges sur engagements de garantie *	54	0
Total	97 485	131 253

\* Les 54 K€ correspondent à des charges payées sur le contrat de gage de 20 M€ entre ABE SCF et ABE échu le 04 avril 2016.

Note 20. – Commissions

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Produits de commission	0	0
Commission	0	0
Charges de commission	4 375	0
Commission *	4 375	0
Total	4 375	0

\* Les commissions de réserves de 4 M€, liées à la ligne de crédit AXA Bank Europe, étaient classées en 2015 dans la note 19 en charges sur engagement de financement.

Note 21. – Gains ou pertes

Note 21.1. – Gains ou pertes sur opérations de portefeuilles de négociation : Néant

Note 21.2. – Gains ou pertes sur opérations de portefeuilles de placement et assimilées : Néant

Note 22. – Autres produits et charges d'exploitation bancaire

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Autres produits d'exploitation bancaire	16	
Produits divers d'exploitation bancaire	16	
Autres charges d'exploitation bancaire *	827	655
Charges divers d'exploitation bancaire	827	655
Total	811	655

\* dont cotisation Fonds de garantie des Dépôts et de Résolution pour 492 K€

Note 23. – Charges générales d'exploitation

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Impôts et taxes	546	211
Contribution sociale de Solidarité des sociétés (C3S)	184	121
Contribution Economique Territoriales (CET)	362	90
Services extérieurs	2 330	1 857

Autres services extérieurs	2 330	1 857
Total	2 876	2 068

Note 24. – Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations corporelles et incorporelles

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Dotations aux amortissements et aux provisions	0	0
Immobilisations corporelles	0	0
Dotations aux amortissements et aux provisions	5	51
Immobilisations incorporelles	5	51
Total	5	51

Note 25. – Honoraires des commissaires aux comptes

(En milliers d'euros.)	PwC		Mazars	
	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015
Audit				
Commissariat aux comptes, certification	19	22	19	22
Total	19	22	19	22

Note 26. – Coût du risque : Néant  
 Note 27. – Gains ou pertes sur actifs immobilisés : Néant  
 Note 28. – Résultat exceptionnel : Néant  
 Note 29. – Impôts sur les bénéfices

(En milliers d'euros.)	Exercice 2016		Exercice 2015	
Base imposable au taux de	33,33 %	3 %	33,33 %	3 %
Au titre du résultat courant	22 403		5 446	
Au titre du résultat exceptionnel				
Imputation des déficits				
Base imposable	21 681	3 111	6 028	2 777
Impôt correspondant	7 227	93	2 009	83
+ contribution de 3,3	238		66	
Impôt comptabilisé	7 466	93	2 075	83
Total		7 559		2 159

Note 30. – Tableau de flux de trésorerie

Flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles	
Résultat courant avant impôts	22 403 146,57
Dotations nettes aux amortissements	3 219 740,90
Variation des provisions sur écarts d'acquisition et autres immobilisations incorporelles	0,00
Dotations / (Reprises) nettes des provisions sur placements et actifs corporels	0,00
Variation de la juste valeur des placements et instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat	0,00
Dotations / (Reprises) nettes des autres provisions	0,00
Résultat des entreprises consolidées par mise en équivalence	0,00
Réintégration / Déduction des montants inclus dans le résultat courant avant impôt mais sans impact sur les flux de trésorerie	3 219 740,90
Plus ou moins valeurs nettes réalisées	0,00
Charges liées aux dettes de financement	0,00
Réintégration / Déduction des montants inclus dans le résultat courant avant impôt pour reclassement en tant qu'opération d'investissement ou de financement	0,00
Dividendes comptabilisés en résultat sur l'exercice	0,00
Revenus financiers comptabilisés en résultat sur l'exercice	-127 971 122,46
Charges financières comptabilisées en résultat sur l'exercice	98 645 770,14
Réintégration / Déduction des montants comptabilisés sur une base accrétive et devant être pris en compte sur la base des flux de trésorerie	-29 325 352,32
Dividendes et acomptes sur dividendes encaissés	0,00
Revenus financiers encaissés	127 967 542,60

Charge d'intérêts payés (hors intérêts sur la dette de financement, dettes à durée indéterminée, appels de marges et autres dettes)	-102 472 270,88
Variation nette des activités opérationnelles bancaires	-52 830 389,49
Variation des créances et dettes courantes	0,00
Impact sur la trésorerie relatif aux autres actifs et passifs	140 501,41
Impôts décaissés	-2 552 090,00
Autres transactions relatives aux opérations courantes avec impact sur la trésorerie et autres ajustements de transactions sans impact sur la trésorerie	0,00
Flux de trésorerie relatifs aux activités opérationnelles non inclus dans le résultat courant avant impôt	-29 746 706,36
Flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles	-33 449 171,21
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement	
Flux de trésorerie liés aux variations de périmètre	0,00
Flux de trésorerie liés aux cessions et remboursements de placements	0,00
Flux de trésorerie liés aux achats et émissions de placements	0,00
Flux de trésorerie liés aux acquisitions et cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-12 000,00
Flux de trésorerie liés aux dettes et créances collatérales relatives aux opérations de prêts de titres et assimilés	0,00
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement	-12 000,00
Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	
Emissions d'instruments de capital	0,00
Remboursements d'instruments de capital	0,00
Opérations sur titres d'autocontrôle	0,00
Dividendes payés	-3 110 664,48
Intérêts payés sur dettes subordonnées à durée indéterminée	0,00
Gains et pertes de contrôle	0,00
Flux de trésorerie liés aux transactions avec les actionnaires	-3 110 664,48
Trésorerie générée par les émissions de dettes financières	0,00
Trésorerie affectée aux remboursements de dettes financières	0,00
Intérêts payés sur dettes de financement	0,00
Impact net des dérivés relatifs aux dettes de financement	0,00
Flux de trésorerie liés au financement du Groupe	0,00
Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	-3 110 664,48
Flux de trésorerie nets provenant des abandons d'activités	0,00
Flux de trésorerie nets provenant des abandons d'activités	0,00
Trésorerie et équivalent de trésorerie au 1er Janvier	145 921 911,44
Flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles	-33 449 171,21
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement	-12 000,00
Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	-3 110 664,48
Flux de trésorerie nets provenant des abandons d'activités	0,00
Interco et comptes de liaison	
Effet des variations de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	
Effet des changements de méthode de consolidation	
Effet net des variations de change et des reclassements sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	
Trésorerie et équivalent de trésorerie au 31 décembre	109 350 075,75

#### IV. – Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2016

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration, décide d'affecter 742 216,03 € à la réserve légale et de reporter à nouveau le solde du bénéfice distribuable, soit 14 188 585,98 €.

L'assemblée générale prend acte, conformément à l'article 243 bis du Code Général des Impôts, qu'il a été distribué les dividendes décrits ci-dessous au titre des exercices clos le 31 décembre 2013, le 31 décembre 2014 et le 31 décembre 2015 :

Exercices	2013	2014	2015
Nombre d'actions	11 109 520	11 109 520	11 109 520
Dividende net	0,42	0,25	0,28
Avoir fiscal	Néant	Néant	Néant
Dividende avec abattement	Néant	Néant	Néant

Dividende sans abattement	Néant	Néant	Néant
Revenu global	Néant	Néant	Néant

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

#### V. – Rapport sur l'évaluation des immeubles au 31 décembre 2016

AXA Bank Europe SCF est une société de crédit foncier régie par les articles L.513-2 et suivants du Code monétaire et financier qui a pour mission principale de contribuer au refinancement à moyen et long terme des prêts à l'habitat accordés en Belgique et en France par la société AXA Bank Europe.

Le présent rapport relatif à l'évaluation des biens immobiliers est établi en application des dispositions de l'article 5 du règlement n° 99-10 du Comité de la réglementation bancaire et financière relatif aux sociétés de crédit foncier. Ce rapport est établi à partir des données disponibles au 31 décembre 2016.

#### I. – Rappel de la réglementation : mode d'évaluation, et méthode de réévaluation

L'évaluation des immeubles financés ou apportés en garantie au sens des articles L.513-3 et L.513-29 du Code monétaire et financier est régie par les articles 1 à 5 du Chapitre 1 du règlement n°99-10 du 9 juillet 1999 relatif aux sociétés de crédit foncier et aux sociétés de financement de l'habitat.

#### A. – Evaluation des immeubles

##### Règlement n° 99-10 du 9 juillet 1999 relatif aux sociétés de crédit foncier et aux sociétés de financement de l'habitat

Article 1er. – Les immeubles « financés ou apportés en garantie au sens des articles L.515-14 et L.515-35 du code monétaire et financier » (arrêté du 23 février 2011) font l'objet d'une évaluation prudente excluant tout élément d'ordre spéculatif.

L'article 4 de l'ordonnance n°2013-544 du 27 juin 2013 a remplacé les articles L.515-14 et L.515-35 du Code Monétaire et Financier par les articles L.513-3 et L.513-29.

Article 2. – « L'évaluation est réalisée sur la base des caractéristiques durables à long terme de l'immeuble, des conditions de marché normales et locales, de l'usage actuel de l'immeuble et des autres usages qui pourraient lui être donnés.

Cette valeur est déterminée par écrit de manière claire et transparente et ne peut être supérieure à la valeur vénale.

Par dérogation, l'évaluation peut être fondée sur le coût total de l'opération initiale lorsque ce coût est inférieur à 600 000 € ou lorsque l'ensemble des prêts immobiliers financés par la société de crédit foncier ou par la société de financement de l'habitat et garantis par l'immeuble évalué présente un capital unitaire restant dû, apprécié au moment de l'acquisition de ces prêts ou de leur apport en garantie, inférieur à 480 000 €. » (arrêté du 23 février 2011) ;

Article 4. – « L'évaluation des biens immobiliers est réalisée par un expert indépendant au sens de l'article 168 de l'arrêté du 20 février 2007 relatif aux exigences de fonds propres applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement. » (Arrêté du 7 mai 2007)

#### B. – Réévaluation des immeubles

##### Règlement n° 99-10 du 9 juillet 1999 relatif aux sociétés de crédit foncier et aux sociétés de financement de l'habitat

Article 3. – « Après leur acquisition ou apport en garantie, l'évaluation des immeubles est réexaminée dans le cadre du système de mesure des risques auquel sont assujetties les sociétés de crédit foncier et les sociétés de financement de l'habitat au titre du règlement no 97-02 :

- Pour les immeubles à usage d'habitation, cet examen est effectué annuellement selon une méthode statistique ;
- Pour les immeubles à usage professionnel pour lesquels l'ensemble des prêts immobiliers appartenant à la société de crédit foncier et garantis par le bien évalué présente un capital unitaire restant dû inférieur à 30 % du montant total initialement prêté ou inférieur à 480 000 €, l'examen peut être effectué annuellement par l'utilisation d'une méthode statistique ;
- Pour les immeubles à usage professionnel dont le coût d'achat ou la dernière valeur estimée est inférieur à 600 000 € et lorsque l'ensemble des prêts appartenant à la société de crédit foncier et garantis par le bien évalué présente un capital unitaire restant dû supérieur à 480 000 €, cet examen est individuel et effectué tous les trois ans. Entre deux examens individuels, la valeur de ces immeubles est réexaminée annuellement selon une méthode statistique ;
- Pour les immeubles à usage professionnel dont le coût d'achat ou la dernière valeur estimée est supérieur à 600 000 € et lorsque l'ensemble des prêts appartenant à la société de crédit foncier et garantis par le bien évalué présente un capital unitaire restant dû supérieur à 480 000 €, cet examen est annuel et individuel. » ; (arrêté du 23 février 2011)

#### II. – Méthode et procédure utilisées par AXA Bank Europe

#### A. – Evaluation des immeubles

La valeur initiale de l'immeuble financé est égale

- au coût total de l'opération initiale (CTO), celui-ci étant défini comme la valeur du bien inscrite dans l'acte de vente, hors droits et frais, ou
- à la valeur du bien augmentée de la valeur des travaux dans le cas de financement d'aménagements, ou
- à la valeur déterminée par expertise indépendante (y inclus valeur pro-fisco par notaire), le cas échéant.

Plus précisément, lors de l'octroi du prêt par AXA Bank Europe, les méthodes suivantes d'évaluation peuvent être utilisées :

- expertise sur place par un expert indépendant pour les catégories suivantes :
  - But mixte (dont la partie privée >= 50 %)
  - Crédit de placement (Branche 23)
  - Immeubles de rapport
  - Gages spéciaux
  - Nouvelle construction où le maître d'œuvre effectue lui-même plus de 10 % des travaux
  - Toute autre garantie pour laquelle l'analyste Crédit estime qu'une expertise est nécessaire.
- évaluation des immeubles sur base du dossier client par le système informatique. Le dossier inclut idéalement une photo et une description de l'immeuble, lequel doit répondre à des normes de qualité suffisantes pour être retenu comme garantie, et est évalué dans son usage actuel, sans présager des éventuelles transformations et droits à construire résiduels. La valeur retenue est définie selon le tableau suivant :

Achat	100 % du prix d'achat comme mentionné dans l'acte (hors frais de notaire et autres frais)
Donation	100 % de la valeur pro fisco (valeur minimum fiscalement acceptable, déterminée par le notaire)
Succession	100 % de la valeur pro fisco (valeur minimum fiscalement acceptable, déterminée par le notaire)
Construction neuve	100 % du prix de construction (= valeur du terrain + valeur de la construction HORS TVA et autres frais)
Transformations	maximum 80 % des devis (hors frais de notaire, honoraires architecte, TVA, salaire coordinateur de sécurité)

Pour ce qui est d'ABE SCF, le montant de l'ensemble des prêts garantis par un même bien immobilier ne dépasse pas 480 000 €, permettant ainsi l'application du cadre dérogatoire défini à l'article 2 du règlement 99-10.

Dès lors, la valeur initiale des biens pourra se baser sur le coût total de l'opération et, en particulier, il n'y a pas lieu de recourir systématiquement à un expert indépendant pour le calcul de la valeur initiale des biens. Par contre, si un expert indépendant a estimé la valeur initiale de l'immeuble, c'est bien cette estimation qui sera retenue pour l'évaluation de l'immeuble.

Dans la plupart des cas, la valeur des immeubles est donc établie par le prix dans le compromis de vente. Cette valeur doit être confirmée par le notaire chargé de la vente de la maison et de la passation de l'acte hypothécaire. En cas de construction, en plus de la valeur du terrain (confirmée par le notaire), le coût de construction sans TVA, sans frais d'architecte et coordinateur de sécurité est pris en considération pour déterminer la valeur du bien. Le contrôle systématique par le notaire de la valeur des immeubles, s'il ne constitue pas, en tant que tel, une expertise, permet donc d'apporter une validation externe de la corrélation entre la valeur de l'immeuble et son prix de vente.

Ceci permet d'avoir une politique limitant les expertises individualisées par expert indépendant.

### **B. – Réévaluation des immeubles**

Après leur apport en garantie, la valeur des immeubles est réexaminée annuellement selon une méthode statistique en application de l'article 3 du règlement n° 99-10 du Comité de la réglementation bancaire et financière relatif aux sociétés de crédit foncier.

La valeur des immeubles est actualisée via l'indexation sur les indices fournis par le bureau STADIM, organisme d'étude et de conseil en matière immobilière. Ces indices sont établis pour chaque commune de Belgique et pour trois types de biens. Les indices de prix des logements sont calculés à partir des données de transactions immobilières enregistrées par le bureau des enregistrements en Belgique. Plus spécifiquement, le bureau STADIM traite les données reçues de l'Institut National de Statistique (INS), dont les informations proviennent elles-mêmes de l'Administration de l'Enregistrement du Service Public Fédéral Finances, qui se fonde sur les actes notariés

### **Définition et calcul des indices de prix des logements anciens**

Les indices STADIM des prix des logements fournissent une mesure étalée sur plusieurs années des évolutions de prix des logements anciens à qualité constante. Le prix retenu est le prix net vendeur, hors frais de notaire et commission d'agence.

Les indices portent uniquement sur les maisons, les appartements et les terrains à bâtir. Afin d'éviter les transactions atypiques, les biens non standards tels que les chambres, lofts, garages, ateliers ou châteaux et les acquisitions effectuées par des professionnels de l'immobilier sont exclus des calculs. De plus, on ne retient que les biens :

- acquis en pleine propriété par une vente de gré à gré ;
- destinés à un usage strict d'habitation.

### **Réception et prise en compte des indices**

Nous recevons annuellement des mises à jour des indices annuels bruts de prix de logement par commune.

Les indices d'une année E sont rendus disponibles par Stadim au courant du dernier trimestre E+1. Ils sont implémentés dans la base de données de AXA Bank Europe vers la fin de l'année E+1. Il existe donc un décalage d'approximativement 1 an par rapport à l'évolution réelle du marché immobilier en Belgique. Au 31 décembre 2016, les indices STADIM utilisés sont ceux de l'année 2015.

## **III. – Méthode et procédure utilisées par AXA Banque France**

### **A. – Evaluation des immeubles**

#### **1/ Opération hors rachats de crédits**

La valeur initiale de l'immeuble/bien financé (hors rachats de crédit, cf. infra) est égale :

- Au coût total de l'opération initiale, celui-ci étant défini comme la valeur du bien inscrite dans l'acte, hors droits et frais, ou
- A la valeur du bien et/ou du terrain augmentée de la valeur des travaux dans le cas de financement d'aménagements et/ou de travaux.

NB : Cette procédure est strictement appliquée depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2013. Avant cette date, la valeur initiale du bien financé était fondée sur le «coût de l'opération» supporté par l'emprunteur, ce coût pouvant comprendre les frais de négociation. Pour approcher une valeur prudente du bien financé, chaque coût total (hors partie relative à d'éventuels travaux) fait l'objet d'un abattement pour tenir compte des frais de notaire qui pourraient y être inclus, et ce via l'application d'une décote.

2,7 % pour une VEFA ; 7,0 % pour une acquisition, 7,50 % pour une construction et 7,60 % pour un terrain à bâtir. Taux calculés à partir du site des notaires [www.paris-idf.fr](http://www.paris-idf.fr) (<http://www.notaires.paris-idf.fr/outil/immobilier/calcul-de-frais-dachat>) et sur la base d'un montant moyen des transactions financées par AXA Banque dans chaque nature d'opération.

#### **2/ Rachat de crédits (reprise d'un prêt existant auprès d'un établissement concurrent)**

Dans les dossiers de rachat, la détermination de la valeur initiale de l'immeuble se base, par ordre de priorité, sur les éléments suivants :

- Expertise récente (< 3 mois au moment de la demande de prêt auprès d'AXA Banque) ou estimation externe récente réalisée par un professionnel de l'immobilier (agence, notaire, etc.) ;
- Valeur initiale du bien à « l'origine » (i.e. lors de son acquisition par l'emprunteur) prouvée par une attestation de propriété ou un titre de propriété ;
- Valeur du bien ou coût de l'opération telle que stipulée sur l'offre de prêt d'origine ;
- Valeur déterminée par l'analyste crédit dans le cadre de la procédure de demande de cautionnement auprès du Crédit Logement ;
- Enfin déclaratif client au moment de sa demande de prêt auprès d'AXA Banque.

NB. : Pour des opérations pour lesquelles les informations ne seraient pas disponibles dans le système d'information pour appliquer les règles générales définies ci-dessus, il est retenu comme valeur initiale du bien financé c'est-à-dire le montant financé par AXA Banque.

### **B. – Réévaluation des immeubles**

La valeur des immeubles est réexaminée trimestriellement selon une méthode statistique en application de l'article 3 du règlement n°99-10 du Comité de la réglementation bancaire et financière relatif aux sociétés de crédit foncier.

La valeur des immeubles est actualisée par indexation sur les indices en provenance de différentes sources selon les départements.

Pour Paris et l'Ile de France, les indices de prix des logements anciens sont calculés par la société Paris Notaires Services, disponibles sur le site de PNS (<http://www.notaires.paris-idf.fr/outil/immobilier/prix-et-nombre-de-ventes-paris-idf>).

- Pour les départements en province (hors Corse et DOM-TOM), les indices de prix des logements anciens de province sont commercialisés par la société Min.not et calculés à partir des données de la base de données Perval (<http://www.immobilier.notaires.fr>).
- Pour les départements Corse et DOM-TOM : les indices des prix de logements anciens sont ceux publiés par l'Insee (<http://www.bdm.insee.fr>)
  - Pour les biens situés en Corse, ce sont les indices Insee de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur qui sont utilisés pour l'actualisation des valeurs de biens.
  - Pour les biens situés dans les DOM TOM, ce sont les indices Insee des prix des logements anciens en province qui sont utilisés pour l'actualisation.

Les indices sont publiés trimestriellement mais deviennent définitifs après un délai de deux trimestres. Ainsi, par exemple, les indices définitifs du 4<sup>e</sup> trimestre 2014 de la base Perval seront publiés le 15 juillet 2015.

Afin de répercuter au plus vite l'évolution des prix du marché immobilier, nous utilisons les derniers indices trimestriels publiés, c'est-à-dire des indices provisoires.

Mais pour tenir compte de l'incertitude liée à l'utilisation d'indices provisoires, une règle de prudence est appliquée, limitant leur hausse à 80 % et accentuant leur baisse à 105 % jusqu'à leur diffusion en valeur définitive.

Soit l'application en fin de Trimestre n (Tn) des formules suivantes :

- Si indice Tn-1 (provisoire) > indice Tn-2 (définitif) :  
Indice Tn-1 (retenu) = indice Tn-2 (définitif) x [1+ 80 % x (indice Tn-1 (provisoire) / indice Tn-2 (définitif)-1)]
- Si indice Tn-1 (provisoire) < indice Tn-2 (définitif) :  
Indice Tn-1 (retenu) = indice Tn-2 (définitif) x [1+ 105 % x (indice Tn-1 (provisoire) / indice Tn-2 (définitif)-1)]

#### A titre d'exemple :

- Si indice T 03 2015 (provisoire) > indice T 02 2015 (définitif) :  
Indice T 03 2015 retenu = indice T 02 2015 (définitif) x [1+ 80 % x (indice T 03 2015 (provisoire) / indice T 02 2015 (définitif)-1)]
- Si indice T 03 2015 (provisoire) < indice T 02 2015 (définitif) :  
Indice T 03 2015 retenu = indice T 02 2015 (définitif) x [1+ 105 % x (indice T 03 2015 (provisoire) / indice T 02 2015 (définitif)-1)]

Au 31 décembre 2016, les indices utilisés pour la réévaluation des créances étaient :

- Ile de France : indices provisoires du 3<sup>e</sup> trimestre 2016 et indices définitifs du 2<sup>e</sup> trimestre 2016 pour déterminer l'indice actuel retenu
- Hors Ile de France : indices provisoires du 2<sup>e</sup> trimestre 2016 et indices définitifs du 1<sup>er</sup> trimestre 2016 pour déterminer l'indice actuel retenu

NB : Un détail des indices par région est présenté en Annexe II

### III. – Résultats AXA Bank Europe

Informations relatives au pool mobilisé à fin décembre 2016.

	Evaluation des immeubles financés apportés en garantie (En milliers d'euros.)	
	Valeur initiale (1)	Valeur réexaminée (statistique) (2) (3)
Prêts hypothécaires	10 997 263,30	14 828 754,06
(1) sans application du principe pari passu.		
(2) valeur déclarée à l'Autorité de contrôle prudentiel dans l'état « Elément de calcul du ratio de couverture et de contrôles des limites » prévu par l'instruction n°2016-I-09 de l'Autorité de contrôle prudentiel.		
(3) avec application du principe pari passu.		

### IV. – Résultats AXA Banque France

Informations relatives au pool mobilisé à fin décembre 2016.

	Evaluation des immeubles financés apportés en garantie (En milliers d'euros.)	
	Valeur initiale (1)	Valeur réexaminée (statistique) (2) (3)
Prêts cautionnés	752 618,86	754 717,71
(1) sans application du principe pari passu.		
(2) valeur déclarée à l'Autorité de contrôle prudentiel dans l'état « Elément de calcul du ratio de couverture et de contrôles des limites » prévu par l'instruction n°2016-I-09 de l'Autorité de contrôle prudentiel.		
(3) avec application du principe pari passu.		

### Annexe I

Pour des raisons de clarté et de concision, le tableau ci-dessous présente les indices moyens STADIM par région, et non ceux par commune utilisés pour l'indexation effective des biens. Ces indices se basent sur les mêmes données de transactions à des niveaux de granularité spatiale différents, et peuvent donc être dérivés l'un de l'autre.

	Variation de l'indice STADIM sur la dernière année d'observation (1)	
	Maisons	Appartements
Région de Bruxelles-Capitale	108,33	101,88
Région flamande	103,50	(2) 103,94
Région wallonne	104,68	101,42
(1) L'indice stadim présenté correspond à l'évolution entre les indices 2015 et 2014 tels que publiés sur le site <a href="http://www.stadim.be">www.stadim.be</a> .		
(2) à l'exclusion des biens situés sur la côte belge.		

Un historique de cette évolution est repris dans le tableau ci-dessous.

Maisons d'habitation

Indices Stadim du prix des maisons (\*)

Année	National			Région flamande		Région wallonne		Région Bruxelloise	
	Nombre	PM	I	PM	I	PM	I	PM	I
1953	39 506	4 540 €	100	4 233 €	100	4 068 €	100	7 735 €	100
1960	38 830	6 574 €	144	6 397 €	150	5 572 €	136	11 315 €	146
1961	39 213	6 749 €	148	6 610 €	154	5 734 €	140	11 430 €	148
1962	42 404	7 139 €	156	7 145 €	166	6 033 €	148	11 571 €	150

1963	44 875	7 757 €	169	7 677 €	178	6 483 €	159	13 154 €	170
1964	46 982	8 783 €	192	8 742 €	201	7 225 €	178	15 537 €	201
1965	48 423	9 536 €	209	9 502 €	220	7 754 €	191	17 089 €	221
1966	47 396	10 211 €	226	10 561 €	231	8 348 €	207	21 080 €	273
1967	45 138	11 838 €	260	12 391 €	268	9 788 €	243	22 371 €	289
1968	47 720	11 018 €	242	11 415 €	249	9 205 €	227	20 156 €	261
1969	48 042	11 918 €	261	12 371 €	268	9 967 €	245	22 185 €	287
1970	46 408	11 709 €	259	12 240 €	267	10 085 €	249	19 991 €	258
1971	47 431	12 872 €	259	13 704 €	267	11 005 €	252	21 322 €	242
1972	52 180	14 230 €	285	15 193 €	295	12 217 €	281	22 338 €	271
1973	56 351	16 489 €	328	16 991 €	330	14 121 €	324	29 613 €	355
1974	55 489	18 662 €	371	19 241 €	374	16 506 €	378	29 795 €	335
1975	53 913	21 183 €	423	21 903 €	427	18 984 €	436	31 434 €	355
1976	58 668	26 332 €	522	27 369 €	531	23 506 €	536	37 700 €	410
1977	61 680	31 435 €	620	32 687 €	636	27 843 €	633	44 488 €	483
1978	64 048	35 392 €	696	37 397 €	723	31 074 €	707	46 901 €	502
1979	66 628	38 660 €	757	40 809 €	788	34 098 €	775	49 401 €	535
1980	55 923	38 772 €	758	40 820 €	790	34 278 €	780	49 126 €	528
1981	52 876	36 882 €	721	38 909 €	750	32 704 €	744	45 852 €	492
1982	52 387	35 650 €	700	38 083 €	737	31 304 €	712	42 593 €	460
1983	54 285	35 419 €	694	37 903 €	734	30 762 €	694	44 210 €	469
1984	59 798	35 546 €	699	38 178 €	739	30 786 €	701	44 857 €	479
1985	63 287	36 395 €	712	39 221 €	758	30 943 €	702	46 026 €	488
1986	67 950	38 626 €	752	41 297 €	798	32 848 €	743	49 304 €	520
1987	74 804	40 774 €	799	44 345 €	857	33 963 €	771	53 598 €	552
1988	75 957	43 699 €	856	47 126 €	914	36 082 €	820	60 000 €	612
1989	79 059	50 066 €	977	53 153 €	1 027	40 433 €	914	78 633 €	799
1990	74 626	54 050 €	1 062	56 930 €	1 109	43 479 €	987	96 572 €	965
1991	74 686	56 075 €	1 102	59 693 €	1 161	44 761 €	1 017	100 276 €	995
1992	77 732	60 411 €	1 187	64 687 €	1 258	48 821 €	1 108	101 839 €	1 056
1993	76 565	64 346 €	1 265	69 791 €	1 357	51 704 €	1 171	104 667 €	1 111
1994	75 940	68 805 €	1 350	74 216 €	1 438	55 504 €	1 260	112 939 €	1 171
1995	71 177	71 529 €	1 405	77 130 €	1 501	58 047 €	1 317	113 093 €	1 176
1996	74 618	75 996 €	1 486	82 098 €	1 591	62 112 €	1 401	114 742 €	1 201
1997	78 970	79 005 €	1 543	84 231 €	1 635	65 212 €	1 470	122 208 €	1 273
1998	77 960	85 547 €	1 666	91 656 €	1 776	70 624 €	1 585	126 636 €	1 309
1999	82 726	92 550 €	1 809	100 269 €	1 945	75 224 €	1 693	138 866 €	1 410
2000	77 059	99 046 €	1 937	109 180 €	2 118	78 819 €	1 777	140 666 €	1 448
2001	77 099	104 964 €	2 057	116 524 €	2 262	83 229 €	1 876	147 771 €	1 541
2002	80 849	112 257 €	2 190	126 461 €	2 446	86 005 €	1 924	165 502 €	1 653
2003	81 929	120 493 €	2 357	133 462 €	2 583	95 571 €	2 150	183 401 €	1 836
2004	80 035	131 264 €	2 582	146 666 €	2 845	103 690 €	2 340	209 009 €	1 971
2005	85 892	157 280 €	3 052	170 455 €	3 298	120 426 €	2 701	264 461 €	2 682
2006	84 831	176 324 €	3 434	189 936 €	3 673	135 662 €	3 049	303 237 €	3 036
2007	85 358	193 361 €	3 783	207 700 €	4 025	149 636 €	3 389	335 936 €	3 332
2008	81 417	201 737 €	3 968	217 369 €	4 215	156 860 €	3 598	342 359 €	3 257
2009	77 808	199 031 €	3 961	215 824 €	4 222	154 756 €	3 576	334 501 €	3 207
2010	83 554	210 496 €	4 152	227 785 €	4 441	162 352 €	3 713	361 868 €	3 448
2011	86 186	218 393 €	4 307	236 378 €	4 630	166 723 €	3 815	380 510 €	3 594
2012	80 896	222 790 €	4 402	242 467 €	4 763	169 943 €	3 868	375 550 €	3 591
2013	80 852	227 560 €	4 450	246 513 €	4 827	171 925 €	3 878	400 099 €	3 732
2014	88 949	230 807 €	4 485	248 812 €	4 882	173 337 €	3 888	398 893 €	3 709
2015	66 912	237 048 €	4 674	263 065 €	5 053	180 093 €	4 070	435 559 €	4 018
2016 (6)	33 953	238 207 €	4 707	259 745 €	5 101	177 261 €	4 077	437 745 €	4 091

nombre : nombre de ventes (public + gré à gré)

PM : prix moyen non-pondéré (EUR)

I : indice des prix pondérés

(\*) de 1953 à 1970 : maisons petites et moyennes ; à partir de 1971 : toutes les maisons (y compris les villas et hôtels de maître)

## Appartements

### Indice Stadim du prix des appartements

Année	National			Région flamande (sans Côte)	Côte	Région wallonne	Région Bruxelloise
	Nombre	PM	I	I	I	I	I
1968	15 499	21 913 €	100	100	100	100	100

1969	18 111	22 362 €	101	102	104	100	101
1970	13 031	23 518 €	107	105	103	99	112
1971	12 596	23 726 €	109	107	103	104	113
1972	16 266	24 455 €	114	115	106	110	119
1973	20 268	26 397 €	123	124	114	119	127
1974	22 773	28 885 €	136	142	121	137	136
1975	16 063	32 959 €	155	161	139	150	161
1976	19 469	36 778 €	172	178	156	170	176
1977	20 820	39 910 €	189	191	191	192	182
1978	18 333	41 933 €	197	202	209	198	185
1979	17 721	42 646 €	200	206	213	204	186
1980	14 098	42 912 €	200	209	218	212	180
1981	11 801	40 969 €	192	194	216	201	173
1982	12 038	39 709 €	187	185	218	193	167
1983	12 184	39 015 €	183	179	216	190	160
1984	12 965	40 526 €	189	188	232	186	164
1985	13 558	40 311 €	188	187	237	176	162
1986	16 877	42 385 €	199	201	252	175	164
1987	17 546	45 570 €	213	210	279	187	177
1988	20 200	49 490 €	236	234	299	200	202
1989	23 728	58 401 €	279	263	337	221	258
1990	21 276	63 831 €	306	290	372	243	307
1991	21 642	64 649 €	311	308	361	261	306
1992	24 021	66 544 €	320	314	382	277	315
1993	24 740	68 144 €	328	322	399	278	321
1994	25 618	70 448 €	339	342	403	297	329
1995	22 643	72 508 €	348	355	429	308	321
1996	26 442	72 458 €	349	356	451	308	316
1997	28 552	73 488 €	354	363	461	317	325
1998	28 665	78 979 €	379	374	500	332	346
1999	32 402	82 921 €	399	400	516	352	364
2000	30 047	88 936 €	427	424	577	350	384
2001	32 804	92 531 €	446	444	604	359	403
2002	34 734	100 464 €	483	484	642	393	449
2003	37 011	109 551 €	526	524	664	423	514
2004	38 886	125 619 €	603	595	777	473	583
2005	33 028	141 299 €	695	660	880	528	693
2006	36 483	156 919 €	769	748	987	599	770
2007	40 361	167 522 €	826	810	1 093	675	813
2008	40 188	174 358 €	857	849	1 139	720	852
2009	37 264	177 810 €	884	884	1 150	751	855
2010	44 541	189 799 €	937	931	1 259	780	919
2011	42 443	195 645 €	952	937	1 283	791	932
2012	43 457	202 242 €	998	989	1 295	842	995
2013	43 466	207 957 €	1 024	1 037	1 275	853	1 016
2014	45 746	209 731 €	1 039	1 065	1 279	846	1 010
2015	36 847	220 739 €	1 072	1 107	1 451	858	1 029
2016 (6)	17 137	222 350 €	1 075	1 114	1 348	885	1 048
nombre : nombre de ventes (public + gré à gré)							
PM : prix moyen non-pondéré (EUR)							
I : indice des prix pondérés							

## Annexe II

Indices utilisés pour la valorisation des créances Françaises selon la méthodologie décrite précédemment :

## Hors Ile de France

Département	Indices définitifs T1 2016	Indices provisoires T2 2016	Indice retenu
Ain	99,70	101,87	101,43
Aisne	88,96	87,40	87,32
Allier	92,38	93,07	92,93
Alpes-de-Haute-Provence	94,50	92,49	92,39
Hautes-Alpes	95,97	94,28	94,19
Alpes-Maritimes	95,90	94,47	94,39



Ardèche	98,64	99,00	98,92
Ardenne	89,69	90,66	90,46
Ariège	99,82	97,65	97,54
Aube	91,05	94,91	94,14
Aude	91,17	92,18	91,98
Aveyron	95,13	96,27	96,04
Bouches-du-Rhône	97,60	97,19	97,16
Calvados	95,87	96,61	96,46
Auvergne	96,03	97,79	97,43
Charente	99,85	100,06	100,02
Charente-Maritime	99,43	99,79	99,72
Cher	85,40	87,04	86,71
Corrèze	94,08	92,36	92,28
Côte-d'Or	94,66	95,64	95,44
Cotes-d'Armor	95,35	94,69	94,66
Creuse	91,44	90,17	90,11
Dordogne	97,17	92,79	92,58
Doubs	96,11	97,84	97,50
Drome	98,65	99,58	99,39
Eure	91,45	91,34	91,33
Eure-et-Loir	93,93	92,41	92,34
Finistère	97,91	97,20	97,17
Gard	91,68	92,31	92,18
Haute-Garonne	108,09	107,30	107,26
Midi-Pyrénées	102,79	102,42	102,41
Gironde	117,26	119,02	118,67
Hérault	96,37	97,16	97,00
Ille-et-Vilaine	101,95	101,97	101,96
Indre	93,10	91,76	91,69
Indre-et-Loire	102,73	101,89	101,84
Isère	96,89	97,10	97,06
Jura	96,50	98,44	98,05
Landes	94,96	97,08	96,66
Loir-et-Cher	88,71	92,85	92,02
Loire	94,37	95,52	95,29
Auvergne	96,03	97,79	97,43
Loire-Atlantique	104,50	105,03	104,93
Loiret	95,32	94,37	94,32
Midi-Pyrénées	102,79	102,42	102,41
Lot-et-Garonne	96,63	92,79	92,60
Languedoc-Roussillon	93,69	94,35	94,22
Maine-et-Loire	97,93	95,82	95,71
Manche	95,20	96,64	96,35
Marne	93,34	92,62	92,59
Haute-Marne	89,88	95,34	94,25
Mayenne	98,74	95,76	95,62
Meurthe-et-Moselle	94,56	96,45	96,07
Meuse	93,28	87,65	87,37
Morbihan	94,62	96,34	96,00
Moselle	93,61	95,88	95,43
Nièvre	90,97	88,28	88,15
Nord	101,90	101,96	101,94
Oise	96,14	95,53	95,50
Orne	93,32	95,98	95,44

Pas-de-Calais	98,47	98,69	98,65
Puy-de-Dôme	98,67	101,25	100,73
Pyrénées-Atlantiques	96,43	97,59	97,36
Hautes-Pyrénées	100,07	97,84	97,73
Pyrénées-Orientales	90,03	90,16	90,14
Bas-Rhin	100,46	102,51	102,10
Haut-Rhin	96,55	96,97	96,89
Rhône	110,65	111,65	111,45
Haute-Saône	95,82	97,30	97,00
Saône-et-Loire	92,95	93,83	93,65
Sarthe	99,53	96,91	96,78
Savoie	106,18	109,72	109,01
Haute-Savoie	113,20	113,30	113,28
Seine-Maritime	94,95	94,50	94,48
Deux-Sèvres	95,58	97,51	97,12
Somme	91,43	93,88	93,39
Tarn	94,13	95,47	95,20
Tarn-Et-Garonne	93,69	95,59	95,21
Var	94,68	91,97	91,84
Vaucluse	97,88	94,72	94,56
Vendée	100,16	101,03	100,85
Vienne	95,19	96,92	96,57
Haute-Vienne	94,26	92,44	92,35
Vosges	92,84	88,99	88,80
Yonne	92,82	89,65	89,49
Territoire de Belfort	93,73	95,84	95,42
Corse (Paca)	96,10	94,70	94,63
Dom Tom (Province)	98,70	98,80	98,78

**Ile de France : Appartements**

Département	Indices définitifs T2 2016	Indices provisoires T3 2016	Indice retenu
Paris	114,4	117,3	116,72
Hauts-de-Seine	116,8	119,7	119,12
Seine-Saint-Denis	109,6	112,6	112,00
Val-de-Marne	112,3	115,2	114,62
Seine-et-Marne	98,3	101,3	100,70
Yvelines	106	108,9	108,32
Essonne	99,2	102,3	101,68
Val-d'Oise	100,2	103,1	102,52

**Ile de France : Maisons**

Département	Indices définitifs T2 2016	Indices provisoires T3 2016	Indice retenu
Paris	107,9	110,2	109,74
Hauts-de-Seine	111,6	113,8	113,36
Seine-Saint-Denis	104,9	107,4	106,90
Val-de-Marne	106,7	109	108,54
Seine-et-Marne	101,3	103,8	103,30
Yvelines	104	106,9	106,32
Essonne	102,6	105	104,52
Val-d'Oise	104	107	106,40

**VI. – Attestation du contrôleur spécifique sur les modes et résultats d'évaluation  
et les méthodes de réexamen périodique de la valeur des immeubles au 31 décembre 2016**

En notre qualité de contrôleur spécifique de la société AXA Bank Europe SCF et en application des dispositions prévues par l'article 5 du règlement 99-10 du CRBF, nous avons procédé à la vérification de la validité, au regard de la réglementation en vigueur, des modes et résultats d'évaluation des immeubles sous-jacents aux prêts et des méthodes de réexamen périodique de leur valeur, tels que publiés simultanément aux comptes annuels au 31 décembre 2016 et joints à la présente attestation.

Les modes et résultats d'évaluation des immeubles et les méthodes de réexamen périodique de leur valeur ont été définis et mis en œuvre sous la responsabilité du Président Directeur Général de votre société.

Il nous appartient de nous prononcer sur leur validité au regard des règles en vigueur au 31 décembre 2016.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Nos travaux ont consisté à vérifier la conformité :

- des procédures, modes et résultats d'évaluation ainsi que des méthodes de réexamen périodique, dans leur conception et dans leur détermination, à la réglementation en vigueur au 31 décembre 2016,
- des informations publiées simultanément aux comptes annuels avec, d'une part, le dispositif d'évaluation et de réexamen effectivement appliqué et, d'autre part, avec les résultats résultant de l'application du dispositif d'évaluation.

Les modes d'évaluation des immeubles et les méthodes de réexamen périodique de leur valeur, publiés simultanément aux comptes annuels au 31 décembre 2016, appellent de notre part l'observation suivante concernant le point « III. Méthode et procédure utilisées par AXA Banque France » du rapport joint en annexe :

Les méthodes d'évaluation retenues par Axa Banque France, telles qu'énoncées pour les rachats de crédits, reposent entre autres sur des valeurs déterminées par l'analyste crédit ou suivant un déclaratif du client au moment de sa demande de prêt.

Ces méthodes ne respectent pas l'article 4 du règlement 99-10 du CRBF qui renvoie à l'article 168 de l'arrêté du 20 février 2007 relatif aux exigences de fonds propres applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement, lequel dispose que :

« .../... L'évaluation des biens immobiliers doit être revue par un expert indépendant .../... on entend par expert indépendant toute personne, indépendante du processus décisionnel relatif à l'octroi de crédit, qui possède les qualifications, la compétence et l'expérience nécessaires pour procéder à une évaluation.../... »

Cette attestation est régie par la loi française. Les juridictions françaises ont compétence exclusive pour connaître de tout litige, réclamation ou différend pouvant résulter de notre lettre de mission ou de la présente attestation, ou de toute question s'y rapportant.

Paris, le 26 juillet 2017

Le contrôleur spécifique  
Fides Audit  
représenté par Stéphane MASSA

## VII. – Rapport sur la qualité des actifs financés au 31 décembre 2016 (Instruction n° 2011-07 de l'Autorité de contrôle prudentiel)

Le présent rapport relatif à la qualité des actifs d'AXA Bank Europe SCF (la «société») est établi, en application des dispositions de l'instruction n° 2011-I-07 de l'Autorité de Contrôle Prudentiel du 15 septembre 2011, sur la base des données disponibles à la date du 31 décembre 2016.

AXA Bank Europe SCF est une société de crédit foncier régie par les articles L.513-2 et suivants du Code monétaire et financier (le «Code») qui a pour mission principale de contribuer au refinancement à moyen et long terme

- d'AXA Bank Europe (la maison-mère), en se portant acquéreur (dans les limites permises par le Code) de titres RMBS (Residential Mortgage Backed Securities) émis par Royal Street (société d'investissement collectif en créances institutionnelles de droit belge), véhicule de titrisation belge des crédits immobiliers distribués par AXA Bank Europe (la société-mère d'AXA Bank Europe SCF), ou tout autre instrument éligible émis par AXA Bank Europe, en conformité avec les dispositions du Code ;
- d'AXA Banque (France), en se portant acquéreur d'un ou plusieurs Billets à Ordre Hypothécaires émis par AXA Banque (garantis par des prêts éligibles au refinancement conformément aux dispositions du Code) ou tout autre instrument éligible émis par AXA Banque (France), en conformité avec les dispositions du Code.

### I. — Prêts garantis

1. AXA Bank Europe SCF ne détient aucun prêt garanti.

2. Aux termes de l'article L.513-6 du Code modifié par la loi 2016-1691 datée du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (connue sous le nom de loi « Sapin II »), les sociétés de crédit foncier peuvent acquérir sans limite des billets à ordre représentatifs de prêts garantis, éligibles aux sociétés de crédit foncier, et émis dans les conditions mentionnées aux articles L.313-42 à L.313-49 du Code.

Au 31 décembre 2016, la société détient un billet à ordre régi par les articles L.313-42 et suivant du code. Le billet a été émis par AXA Banque (France), pour un montant de 450 M€ le 18 novembre 2014. Ce billet à ordre est garanti exclusivement par un portefeuille de prêts immobiliers résidentiels éligibles et cautionnés émis par AXA Banque France.

En application des dispositions de l'article L.313-42 du Code monétaire et financier, le Billet à ordre Hypothécaires émis par AXA Banque (France) est représentatif de créances mobilisées à long terme destinées au financement de biens immobiliers situés en France, respectant les conditions prévues au I de l'article L.513-3 et à celles figurant dans les articles R.313-20 et R.313-21 dudit code.

Les critères de sélection et les caractéristiques du portefeuille mobilisé au titre du Billet sont explicitement décrits

- d'une part, dans la convention cadre de mobilisation de créances signée entre AXA Banque (France) et la Société le 13 novembre 2014, valable pour tous les Billets,
- et d'autre part, ceux repris dans la convention de mobilisation de créances conclue entre AXA Banque (France) et la Société le 13 novembre 2014, spécifiquement relative au Billet acquis par la Société le 18 novembre 2014.

En situation fin décembre 2016, le portefeuille de créances mobilisées au titre du Billet à Ordre Hypothécaire avait les caractéristiques suivantes :

Résumé des statistiques du portefeuille mobilisé au titre du Billet à Ordre Hypothécaire	
Solde restant dû	500 112 K€
Nombre de clients	3 001
Nombre de prêts	3 052
Taux d'intérêt moyen	2,04 %
Age moyen (seasoning, en années)	0,96
Maturité restante moyenne (en années)	17,42
Quotité initiale moyenne (ILTV)	80,65

Quotité courante moyenne (CLTV)	75,79
Taux d'endettement moyen (Debt to Income, DTI)	25,28

Des statistiques plus complètes sont disponibles dans le High Transparency Template qui est publié trimestriellement par AXA Bank Europe SCF (nouveau template remplaçant le French Covered Bonds Label Reporting Templates) publié pour la première fois en décembre 2016 sur l'arrêté du 30 septembre 2016.

La liste détaillée des Billets à Ordre est reprise en annexe 1.

## II. — Expositions sur des personnes publiques.

AXA Bank Europe SCF n'est pas exposé sur les établissements publics, sur des collectivités locales ou leurs groupements.

## III. — Organismes de titrisation et entités similaires.

En dehors du billet à ordre hypothécaire, le portefeuille d'investissement d'AXA Bank Europe SCF est exclusivement constitué de titres RMBS prioritaires émis par Royal Street, compartiments RS-2 et RS-3. Royal Street, une société d'investissement collectif en créances institutionnelles de droit belge, est le véhicule de titrisation d'AXA Bank Europe. Ses actifs sont exclusivement adossés à des crédits immobiliers sur le logement accordés par AXA Bank Europe à des particuliers résidant en Belgique.

L'objet exclusif de Royal-Street, agissant pour le compte des compartiments RS-2 et RS-3, est d'acquiescer des créances de prêts hypothécaires détenues sur des débiteurs domiciliés en Belgique lors de la conclusion du contrat de prêt. Ces créances sont régies par le droit belge et en particulier par la loi belge du 4 août 1992 relative au crédit hypothécaire (la « Loi belge sur les crédits hypothécaires ») et garanties par une hypothèque de premier rang portant sur des immeubles résidentiels situés en Belgique.

Ces créances ont été générées par AXA Bank Europe dans le cadre de prêts immobiliers conclus avec des clients personnes physiques pour l'acquisition de leur logement à usage personnel ou mixte lorsque ces créances sont garanties par une hypothèque de premier rang.

Les prêts cédés par AXA Bank Europe à RS-2 et RS-3 continuent d'être gérés par AXA Bank Europe conformément aux termes d'un contrat de gestion (Servicing Agreement).

Les prêts cédés par AXA Bank Europe à RS-2 et RS-3 sont choisis sur base de critères de sélection garantissant :

- l'éligibilité des créances au regard des dispositions prévues par la loi belge pour les organismes de titrisation
- l'éligibilité des créances au regard des dispositions prévues par la loi française pour les Société de Crédit Foncier (respect du Code Monétaire et Financier)
- la robustesse financière du portefeuille de créances cédées.

### RS-2

Les critères de sélection du portefeuille RS-2 sont explicitement décrit dans le contrat de vente entre AXA Bank Europe et RS-2 « Mortgage Loans Sale Agreement », et une description des critères est fournie dans le document « Nature & Eligibilité des créances » également transmis à l'ACPR.

La cession initiale des créances entre AXA Bank Europe et RS-2 s'est déroulée le 05 novembre 2010, pour un montant de 1,8 milliard d'euros.

Etant donné le principe de rechargement de RS-2 qui prévaut jusqu'en novembre 2017, des créances peuvent être cédées à tout moment à RS-2 de telle sorte que les titres RMBS émis ne s'amortissent pas durant cette période de rechargement. Le capital perçu sur les créances n'est pas transmis aux porteurs des titres RMBS mais est utilisé par le compartiment RS-2 pour acheter des créances supplémentaires à AXA Bank Europe.

Opérationnellement, ce rechargement se passe mensuellement. Ainsi, à fin décembre 2016, le dernier rechargement de RS-2 a eu lieu début décembre 2016.

En situation fin décembre 2016, le portefeuille de créances RS-2 avait les caractéristiques suivantes :

Résumé des statistiques RS-2 au 31 décembre 2016	
Solde restant dû	1 751 279 K€
Nombre de clients	19 449
Nombre de prêts	26 609
Taux d'intérêt moyen	2,65 %
Maturité restante moyenne (en année)	15,67
Age moyen (seasoning, en année)	5,42
Quotité initiale moyenne (ILTV)	72,63 %
Quotité courante moyenne (CLTV)	54,33 %
Taux d'endettement moyen (Debt to Income, DTI)	36,39 %

### RS-3

Les critères de sélection du portefeuille RS-3 sont explicitement décrit dans le contrat de vente entre AXA Bank Europe et RS-3 « Mortgage Loans Sale Agreement » et sont sensiblement similaires à ceux de RS-2, voir un peu plus stricts à l'exception du seasoning qui est plus long dans RS-2.

La cession initiale des créances entre AXA Bank Europe et RS-3 s'est déroulée le 08 décembre 2011, pour un montant de 2,1 milliards d'euros. Au 1er juillet 2013, un rechargement optionnel de 1,0 milliard d'euros a été effectué sur RS-3, financé par une émission additionnelle de titres RMBS, portant le montant total à 3,1 milliards d'euros.

Etant donné le principe de rechargement de RS-3 qui prévaut jusqu'en fin 2017, des créances peuvent être cédées à tout moment à RS-3 de telle sorte que les titres RMBS émis ne s'amortissent pas pendant cette période de rechargement. Le capital perçu sur les créances n'est pas transmis aux porteurs des titres RMBS mais est utilisé par le compartiment RS-3 pour acheter des créances supplémentaires à AXA Bank Europe.

Comme pour RS-2, ce rechargement est exécuté mensuellement

En situation fin décembre 2016, le portefeuille de créances RS-3 avait les caractéristiques suivantes :

Résumé des statistiques RS-3 au 31 décembre 2016	
Solde restant dû	3 022 832 K€
Nombre de clients	32 041
Nombre de prêts	44 464
Taux d'intérêt moyen	2,72 %
Maturité restante moyenne (en année)	16,17
Age moyen (seasoning, en année)	5,39

Quotité initiale moyenne (ILTV)	71,64 %
Quotité courante moyenne (CLTV)	54,74 %
Taux d'endettement moyen (Debt to Income, DTI)	35,37 %

Les RMBS détenus par AXA Bank Europe SCF répondent aux exigences imposées par l'article L.513-5 du Code. Notamment, aux termes de l'article L.513-5 2 du Code, ces titres ou parts doivent bénéficier du meilleur échelon de qualité de crédit établi par un organisme externe d'évaluation reconnu par l'Autorité de Contrôle Prudentiel conformément à l'article L.511-44 du même Code.

Des statistiques relatives aux garanties immobilières sous-jacentes plus complètes sont disponibles dans les High Transparency Templates publiés trimestriellement par AXA Bank Europe SCF ou via des statistiques publiées sur le site de Royal Street.

Au 31 décembre 2016, la totalité des parts et titres des FCC et des RMBS détenus par AXA Bank Europe SCF bénéficie d'une note AAA délivrée par au moins deux agences de notation. Le montant du portefeuille des parts et titres des FCC et des RMBS d'AXA Bank Europe SCF s'élevait à 4,2 milliards d'euros répartis, à hauteur de 100 %, en RMBS.

La liste détaillée du portefeuille d'investissement ainsi que leur notation figure en annexe 2.

#### IV. — Valeurs de remplacement

Au 31 décembre 2016, les titres et valeurs suffisamment sûrs et liquides détenus par AXA Bank Europe SCF sont constitués de trois comptes bancaires pour un montant de 22 779 K€ et d'une prise en pension pour un montant de 9 999 K€.

Conformément aux dispositions de l'article R.513-6 du Code, le conseil d'Administration d'AXA Bank Europe SCF s'est assuré, sur le quatrième trimestre que le montant des valeurs de remplacement n'a pas excédé 15 % du montant nominal des obligations foncières et des autres ressources privilégiées émises ou levées par la société.

Au 31 décembre 2016, le montant nominal des obligations foncières et des autres ressources privilégiées de la société ressortait à 4,15 milliards d'euros.

## V. — Remboursements anticipés

Au 31 décembre 2016, un taux de remboursement anticipé de l'ordre de 6,9 % a été observé sur les créances sous-jacentes au billet à ordre hypothécaire. Ce taux correspond à la moyenne mensuelle des taux de remboursement anticipé constatés sur le portefeuille entre le 1<sup>er</sup> janvier 2009 et le 31 décembre 2016. Ce taux est recalculé semestriellement afin de prendre en compte l'effet des remboursements anticipés constatés au cours des 6 derniers mois.

## VI. — Risque de taux.

La gestion des risques d'AXA Bank Europe SCF, sous traitée au département ALM et comme deuxième ligne de défense au département de gestion des risques d'AXA Bank Europe, vise à protéger les objectifs d'AXA Bank Europe SCF en matière de solvabilité, de liquidité et de rentabilité. Ces objectifs, ainsi que le processus de gestion des risques sont décrits dans une charte de gestion des risques de la société.

AXA Bank Europe SCF se couvre contre le risque de taux et pratique une politique de couverture systématique à la naissance du risque de taux. Ainsi, la rémunération de l'ensemble des éléments figurant à l'actif (à l'exception du CB9) et au passif est indexée sur un indice de taux révisable.

L'émission Covered Bond (CB9) de novembre 2014 a servi à acheter un actif de type Billet à Ordre Hypothécaire. Contrairement aux autres séries existantes, la structure de cette dernière émission est basée aussi bien à l'actif qu'au passif sur un instrument à taux fixe.

La sensibilité au risque de taux de la valeur de marché d'ABE SCF pour un choc de taux à la hausse de la courbe avec 200 points de base est à fin décembre 2016 limité à 3,73 M€ soit 2,93 % des fonds propres. Cette exposition est fort limitée de par la position nette flottante aussi bien à l'actif qu'au passif du bilan. Un choc de de taux à la baisse avec 200 points de base occasionne une perte de valeur de 8,04 M€ soit 6,34 % des fonds propres. Ce chiffre pour un choc de taux à la baisse est impacté du floor de 0 % sur le coupon des Covered Bonds flottants en combinaison avec le floor de 0 % sur le taux de référence (Euribor trimestriel) des actifs de type RMBS.

## VII. — Couverture du besoin de liquidité

La réglementation applicable depuis 2011 pour la couverture des besoins de liquidité stipule qu'AXA Bank Europe SCF doit pouvoir couvrir 180 jours de liquidité de manière permanente.

Un bilan de liquidité est produit tous les mois afin de s'assurer du respect de la couverture des besoins de liquidité à 180 jours. Jusqu'à présent, les flux sortants sont intégralement couverts par les flux prévisionnels de principal et d'intérêts sur les actifs.

Dans le cas où ABE SCF ne serait pas à même de couvrir ses besoins de trésorerie par les autres moyens à sa disposition, conformément à l'article L. 515-32-1 du Code, en tant que société de crédit foncier, elle peut souscrire ses propres obligations foncières dans la limite de 10 pourcent de l'encours total des ressources bénéficiant du privilège à la date d'acquisition. Ce dans le seul but de les affecter en garantie des opérations de crédit de la Banque de France conformément aux procédures et conditions déterminées par cette dernière pour ses opérations de politique monétaire et de crédit intrajournalier.

[illegible]

	CB série 10 - 0.375 - 23/03/2023				-2 812 500					
	CB série 11 - 3M EURIBOR+0.60 - 23/03/2023	-184 000						-172 213		-276 190
	CB série 12 - 3M EURIBOR + 0.60 - 04/04/2026		-362 736						-365 012	
Prêts/Dépôts long terme	SCF Prêt senior 5/11/2010 - 5/11/2020		-1 171 574						-1 125 393	
	SCF Prêt senior 8/12/2011 - 19/04/2022	-29 762						-28 946		-29 247
	SCF Prêt senior 19/4/2012 - 19/4/2022	-34 830						-33 859		-34 209
	SCF Prêt senior 18/11/2014 - 18/11/2019									
	SCF Prêt subordonné 5/11/2012 - 5/11/2022		-603 760						-581 746	
	SCF Prêt subordonné 23/03/2016 - 23/03/2023	-20 981						-20 132		-20 309
	SCF Prêt subordonné 1/7/2013 - 25/07/2013	-467 797						-452 799		-457 249
	SCF Billet à Ordre Hypothécaire 18/11/2014 - 18/11/2019									
Repo	Repo May									
	Repo June									
	Repo July									
ABS/MBS	Royal Street 2010 - 2 A		4 739 583						4 583 337	
	Royal Street 2011 - 3 A	9 912 681						9 697 194		9 804 941
Solde par date (€)		24 159 000	7 571 636	1 710 472	0	0	-1 227 802	8 822 556	1 683 494	8 824 348
Solde cumulé (€)		24 159 000	31 730 636	33 441 108	33 441 108	33 441 108	32 213 306	41 035 862	42 719 356	51 543 705

Le 14 février 2017

Geert Van De Walle  
Directeur Général

Annexe 1. – Caractéristiques des billets à ordre au 31 décembre 2016

Catégories de créances garanties	Encours brut des prêts garantis (en M€)	Provisions sur créances contentieuses (en M€)	Encours net des prêts garantis (en M€)
Crédits immobiliers cautionnés par Crédit Logement	500,1	0	500,1

Annexe 2. – Composition du portefeuille de FCC et RMBS au 31 décembre 2016

Titres	Code ISIN	Pays	Rating Moody's	Rating Fitch	Encours (en M€)
Royal Street – RS 2	BE0002400720	Belgique	Aaa	AAA	1 500,0
Royal Street – RS 3	BE0002409812	Belgique	Aaa	AAA	2 712,5

**VIII. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016 sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société AXA Bank Europe SCF, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes

**I. — Opinion sur les comptes annuels**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. — Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L 823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Votre société détient des positions sur titres d'investissement présentes en note 6 de l'annexe. La note 1 de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives aux titres d'investissement. Nous avons examiné le classement comptable et le dispositif de contrôle relatif à la détermination des paramètres utilisés pour l'appréciation des risques de non remboursement des titres à leur échéance et la détermination des éventuelles dépréciations et provisions destinées à couvrir ces risques.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. — Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L 225-102-1 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Fait à Neuilly-sur-Seine et à Paris La Défense, le 30 mars 2017

*Les Commissaires aux comptes :*

PricewaterhouseCoopers Audit

Pierre Clavié

Mazars

Claire Guyedan-Brun

IV. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social.

**1704229**